

# 2017-2018

États financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018



## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2018 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de DEO. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de DEO concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de DEO sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

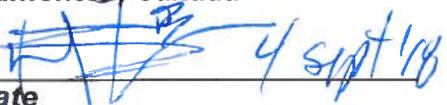
DEO peut faire l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor

Un audit des contrôles de base a été réalisé en 2013-2014 par le Bureau du contrôleur général du Canada. Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction connexe sont affichés sur le site Web du Ministère, soit au <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/18737.asp> et au <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/18738.asp>.

Les états financiers de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada n'ont pas fait l'objet d'un audit.

  
\_\_\_\_\_  
Dylan Jones, sous-ministre  
Edmonton, Canada

Date



  
\_\_\_\_\_  
Cathy McLean, dirigeante principale  
des finances

Date



# Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

## État de la situation financière (non audité)

au 31 mars

(en dollars)

	2018	2017
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	70 738 935 \$	61 389 983 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 273 791	1 136 913
Avantages sociaux futurs (note 5)	1 216 137	1 320 844
<b>Total des passifs bruts</b>	<b>73 228 863</b>	<b>63 847 740</b>
<b>Total des passifs nets</b>	<b>73 228 863</b>	<b>63 847 740</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	70 591 502	60 954 607
Débiteurs et avances (note 6)	158 326	435 387
Prêts (note 7)	52 112 402	52 733 424
<b>Total des actifs financiers bruts</b>	<b>122 862 230</b>	<b>114 123 418</b>
<b>Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</b>		
Prêts (note 7)	(52 112 402)	(52 733 424)
<b>Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</b>	<b>(52 112 402)</b>	<b>(52 733 424)</b>
<b>Total des actifs financiers nets</b>	<b>70 749 828</b>	<b>61 389 994</b>
<b>Dettes nettes ministérielles</b>	<b>2 479 035</b>	<b>2 457 746</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles (note 8)	545 092	76 786
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>545 092</b>	<b>76 786</b>
<b>Situation financière nette ministérielle</b>	<b>(1 933 943) \$</b>	<b>(2 380 960) \$</b>

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Dylan Jones, sous-ministre  
Edmonton, Canada

4 sept '18

Date



Cathy McLean, dirigeante principale  
des finances

Aug 30, 2018

Date

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2018	2018	2017
	Résultats estimatifs		
<b>Charges</b>			
Développement des entreprises et innovation	77 754 252 \$	103 844 802 \$	79 506 709 \$
Croissance économique des collectivités	80 512 672	99 010 813	75 006 796
Politique, représentation et coordination	9 763 273	10 445 843	7 842 208
Services internes	13 760 637	14 320 949	14 030 210
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(912 085)	(16 909 529)	(10 650 154)
<b>Total des charges</b>	<b>180 878 749</b>	<b>210 712 878</b>	<b>165 735 769</b>
<b>Revenus</b>			
Intérêt	54 431	69 930	44 910
Autre	2 326	7 509	2 305
Amortissement d'escompte	58 265	1 462	71 156
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(112 753)	(71 457)	(116 131)
<b>Total des revenus</b>	<b>2 269</b>	<b>7 444</b>	<b>2 240</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>180 876 480</b>	<b>210 705 434</b>	<b>165 733 529</b>
<b>Financement du gouvernement et transferts</b>			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		195 803 726	152 880 653
Variation des montants à recevoir du Trésor		9 636 895	7 825 525
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)		5 722 429	5 442 138
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaire en arriéré		(5 230)	(2 705)
Éléments d'actif et de passif transférés entre ministères (note 11)		(5 369)	(4 284)
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>		<b>(447 017)</b>	<b>(407 798)</b>
<b>Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice</b>		<b>(2 380 960)</b>	<b>(2 788 758)</b>
<b>Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice</b>		<b>(1 933 943) \$</b>	<b>(2 380 960) \$</b>

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
**État de la variation de la dette nette ministérielle (non audité)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en dollars)*

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>(447 017) \$</b>	<b>(407 798) \$</b>
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	507 298	30 494
Amortissement des immobilisations corporelles	(25 118)	(40 309)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(13 928)	0
Gain sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	5 423	0
Transfert entre ministères (note 11)	(5 369)	(4 284)
<b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</b>	<b>468 306</b>	<b>(14 099)</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle</b>	<b>21 289</b>	<b>(421 897)</b>
<b>Dette nette ministérielle - début de l'exercice</b>	<b>2 457 746</b>	<b>2 879 643</b>
<b>Dette nette ministérielle - fin de l'exercice</b>	<b><u>2 479 035</u> \$</b>	<b><u>2 457 746</u> \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

## État des flux de trésorerie (*non audité*)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	210 705 434 \$	165 733 529 \$
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(25 118)	(40 309)
Gain sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	5 423	0
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)	(5 722 429)	(5 442 138)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaire en arriéré	5 230	2 705
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(277 061)	152 416
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	(9 348 952)	(7 984 303)
(Diminution) augmentation des indemnités de vacances et congés compensatoires	(136 878)	58 717
(Diminution) augmentation des avantages sociaux futurs	104 707	369 542
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement</b>	<u>195 310 356</u>	<u>152 850 159</u>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	507 298	30 494
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(13 928)	0
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<u>493 370</u>	<u>30 494</u>
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<u>195 803 726</u> \$	<u>152 880 653</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

## Notes aux états financiers (*non auditées*)

pour l'exercice terminé le 31 mars

### 1. Mandat et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondée en 1987 afin de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, et de faire valoir les intérêts de l'Ouest dans l'établissement et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques nationaux. Le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique est responsable de l'organisation.

DEO met en œuvre diverses initiatives partout dans l'Ouest et effectue des investissements stratégiques qui exploitent les avantages concurrentiels régionaux.

Son assise dans l'Ouest permet au Ministère de favoriser de solides partenariats avec des organisations économiques et communautaires, des établissements de recherche et d'enseignement universitaire, des peuples autochtones ainsi que les provinces et les municipalités.

DEO œuvre à développer l'économie de l'Ouest canadien. Pour ce faire, le Ministère aide à créer des entreprises productives, novatrices et axées sur l'exportation.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de DEO :

- **Développement des entreprises et innovation** : Les petites et moyennes entreprises de l'Ouest canadien participent au commerce international, sont compétitives et sont innovatrices;
- **Croissance économique des collectivités** : Les collectivités de l'Ouest canadien disposent d'entreprises solides, de capacités de développement socioéconomique et de l'infrastructure publique nécessaire pour favoriser la croissance économique;
- **Politique, représentation et coordination** : Les politiques et les programmes renforcent l'économie de l'Ouest canadien;
- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorisant l'obtention du résultat stratégique du Ministère.

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (*non auditées*)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux politiques comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des politiques comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

##### (a) Autorisations parlementaires

DEO est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à DEO ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2017-2018. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2017-2018.

##### (b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

DEO fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le Ministère sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

##### (c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que DEO a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

#### (d) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice où survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEO. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

#### (e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

#### (f) Avantages sociaux futurs

- I. Prestations de retraite – Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEO au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de DEO découlant du régime. La responsabilité du Ministère relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- II. Indemnités de départ – L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

#### (g) Débiteurs et prêts

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêt. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans conditions sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

## (h) Actifs non financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelle et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

## (i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, est une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions existantes. La provision est révisée de façon continue et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

## (j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

## (k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables inconditionnelles. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

---

(I) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre apparentés, autre que les opérations interentités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évalués à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

# Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

## Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

### 3. Autorisations parlementaires

DEO reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de DEO pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

#### (a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2018	2017
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	210 705 434 \$	165 733 529 \$
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(25 118)	(40 309)
Gain sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	5 423	0
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(5 722 429)	(5 442 138)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(136 878)	58 717
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	104 707	369 542
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	260 525	492 508
Remboursement de charges des exercices antérieurs	38 663	79 145
Autres	66 818	1 809
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(5 408 289)	(4 480 726)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	507 298	30 494
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaire en arriéré	5 230	2 705
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	21 220 025	29 197 272
Hausse des avances aux employés	38 421	0
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	21 770 974	29 230 471
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>227 068 119 \$</b>	<b>190 483 274 \$</b>

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### (b) Autorisations fournies et utilisée

	2018	2017
	(en dollars)	
<b>Autorisations fournies :</b>		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	38 617 715 \$	36 720 314 \$
Crédit 5 - Paiements de transfert	189 690 082	163 559 924
Montants législatifs	3 755 390	3 811 508
<b>Moins :</b>		
Périmés : Fonctionnement	(1 588 456)	(2 792 064)
Périmés : Paiements de transfert	(3 406 612)	(10 816 408)
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>227 068 119 \$</b>	<b>190 483 274 \$</b>

#### 4. Crédoeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoeurs et des charges à payer de DEO:

	2018	2017
	(en dollars)	
Crédoeurs - autres ministères et organismes	433 538 \$	98 149 \$
Crédoeurs - parties externes	68 040 370	59 280 211
Total des crédoeurs	68 473 908	59 378 360
Charges à payer	2 265 027	2 011 623
<b>Total des crédoeurs et des charges à payer</b>	<b>70 738 935 \$</b>	<b>61 389 983 \$</b>

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (*non auditées*)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 5. Avantages sociaux futurs

##### a) Prestations de retraite

Les employés de DEO participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que DEO versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la Loi sur la pension de la fonction publique à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

En 2017-2018, les charges s'élèvent à 2 546 560 \$ (2 653 917 \$ en 2016-2017). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,12 fois en 2016-2017) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,08 fois en 2016-2017) les cotisations des employés.

La responsabilité de DEO relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### b) Indemnités de départ

DEO verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Toutefois, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paye des employés a cessé à compter de 2011. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Voici le détail des modifications des obligations apportées durant l'année :

	2018	2017
	(en dollars)	
<b>Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice</b>	<b>1 320 844 \$</b>	<b>1 690 386 \$</b>
Charge pour l'exercice	312 711	(16 390)
Prestations versées pendant l'exercice	(417 418)	(353 152)
<b>Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice</b>	<b>1 216 137 \$</b>	<b>1 320 844 \$</b>

#### 6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des soldes des débiteurs et des avances de DEO :

	2018	2017
	(en dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	107 730 \$	433 776 \$
Débiteurs - parties externes	10 893	11
Avances aux employés	39 703	1 600
<b>Débiteurs bruts et nets</b>	<b>158 326 \$</b>	<b>435 387 \$</b>

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables inconditionnelles de DEO :

	2018	2017
	(en dollars)	
Prêts		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	88 846 484 \$	75 463 922 \$
Intérêt couru - Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	131 565	32 923
Moins : Escompte non amorti	(5 498 895)	(2 821 068)
Sous-total	83 479 154	72 675 777
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(31 366 752)	(19 942 353)
<b>Prêts bruts</b>	<b>52 112 402</b>	<b>52 733 424</b>
Prêts en cours détenus pour le compte du gouvernement	(52 112 402)	(52 733 424)
<b>Prêts nets</b>	<b>0 \$</b>	<b>0 \$</b>

#### Contributions remboursables inconditionnelles

Les contributions remboursables inconditionnelles correspondent à 92 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 1997 et 2017, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 31 315 854 \$ (19 942 253 \$ en 2016-2017) a été constatée

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement non conditionnel, une provision de 50 898 \$ (100 \$ en 2016-2017) a été constatée.

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en dollars)

#### 8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Machinerie et équipement	10 ans
Matériels informatiques	3 ans
Logiciels informatiques	7 ans
Véhicules	5 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Immobilisations en construction	Lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Catégorie d'immobilisations	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements (1)	Alliégations et radiations	Solde de clôture	Amortissement	Ajustements (1)	Alliégations et radiations	Solde de clôture	2018	2017
Machines et matériel	79 943 \$	12 737 \$	(10 739) \$	0 \$	81 941 \$	2 354 \$	(5 369) \$	0 \$	56 176 \$	25 765 \$	20 752 \$
Matériels informatiques	30 494	0	0	0	30 494	10 165	0	0	12 706	17 788	27 953
Logiciels informatiques	1 885 642	0	0	0	1 885 642	1 670	0	0	1 881 606	4 036	5 706
Véhicules	24 299	0	0	24 299	0	1 215	0	15 794	0	0	9 720
Améliorations locatives	288 927	0	0	26 668	262 259	9 714	(1)	26 668	259 317	2 942	12 655
Immobilisations en construction	0	494 561	0	0	494 561	0	0	0	0	494 561	0
<b>Total</b>	<b>2 309 305 \$</b>	<b>507 298 \$</b>	<b>(10 739) \$</b>	<b>50 967 \$</b>	<b>2 754 897 \$</b>	<b>25 118 \$</b>	<b>(5 370) \$</b>	<b>42 462 \$</b>	<b>2 209 805 \$</b>	<b>545 092 \$</b>	<b>76 786 \$</b>



## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (*non auditées*)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 10. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, DEO est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlée en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

DEO conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

#### (a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, DEO a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations, aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, et aux indemnisations des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'État des résultats et de la situation financière nette de DEO :

	2018	2017
	(en dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	2 609 606 \$	2 364 627 \$
Installations	3 071 670	3 028 472
Indemnisation des accidentés du travail	41 153	49 039
Total	<u>5 772 429 \$</u>	<u>5 442 138 \$</u>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organismes de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette de DEO.

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

#### (b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

En vertu d'un protocole d'entente signé le 22 juin 2017 avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC), DEO administre l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour faciliter la participation des peuples autochtones à l'infrastructure énergétique de la côte Ouest. Durant l'exercice, DEO a engagé des charges de 2 023 731 \$ (2 042 100 \$ en 2016-2017) pour le compte d'AINC. Ces charges sont constatées dans les états financiers d'AINC et ne sont pas consignées dans les présents états financiers.

	2018	2017
	(en dollars)	
Initiative sur les partenariats stratégiques	2 023 731 \$	2 042 100 \$
Fonds Chantiers Canada (volet Collectivités)	0	9 340 723
<b>Total</b>	<b>2 023 731 \$</b>	<b>11 382 823 \$</b>

#### (c) Autres transactions avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2018	2017
	(en dollars)	
Débiteurs	107 730 \$	433 776 \$
Créditeurs	433 538	98 149
Charges	1 422 048	1 613 276

Les charges et les revenus inscrits à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
pour l'exercice terminé le 31 mars

**11. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères**

	2018	2017
	(en dollars)	
<b>Actif :</b>		
Immobilisations corporelles (valeur comptable nette) (note 8)		
Transférées à Transports Canada	5 369 \$	0 \$
Transférées à Service correctionnel Canada	0	4 284
Total des actifs transférés	5 369	4 284
<b>Ajustement à la situation financière nette ministérielle</b>	<b>5 369 \$</b>	<b>4 284 \$</b>

## Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

#### 12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de DEO. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Développement des entreprises et innovation	Croissance économique des collectivités	Politique, représentation et coordination	Services internes	2018 Total	2017 Total
<b>Paiements de transfert</b>	<b>65 294 189 \$</b>	<b>53 350 223 \$</b>	<b>1 412 144 \$</b>	<b>0</b>	<b>120 056 556</b>	<b>104 147 034</b>
Organismes sans but lucratif	2 090 522	32 177 457	0	0	34 267 979	18 967 760
Autres paliers de gouvernement au Canada	5 575 606	7 315 340	0	0	12 890 946	1 906 945
Industrie	0	151 085	0	0	151 085	0
Particuliers	72 960 317	92 894 105	1 412 144	0	167 366 566	125 021 739
<b>Total - Paiements de transfert</b>						
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>11 699 471</b>	<b>4 928 948</b>	<b>7 651 317</b>	<b>9 909 788</b>	<b>34 189 524</b>	<b>31 049 121</b>
Salaires et avantages sociaux des employés	14 191 629	156 827	0	0	14 348 456	8 743 209
Dépense pour mauvaises créances	3 653 867	388 389	274 851	1 110 967	5 428 074	4 915 855
Services professionnels et spécialisés	1 060 340	659 563	659 795	915 972	3 071 670	3 028 472
Installations	195 740	80 410	360 545	471 576	1 108 271	1 305 715
Transport et communication	8 079	3 245	6 514	807 270	825 108	670 353
Acquisition de machines et matériel	29 538	5 581	30 112	532 203	597 434	990 336
Location	4 275	1 745	2 659	363 405	372 084	276 116
Réparations et entretien	16 680	5 937	16 621	144 603	183 841	180 976
Information	10 660	4 228	22 445	94 956	132 289	134 210
Services publics, fournitures et approvisionnements	0	0	0	25 118	25 118	40 309
Amortissement des immobilisations corporelles	14 206	5 835	8 840	(54 909)	(26 028)	29 512
Autres	(16 752 702)	(156 827)	0	0	(16 909 529)	(10 650 154)
Charges engagées pour le compte du	14 131 783	5 859 881	9 033 699	14 320 949	43 346 312	40 714 030
<b>Total - Charges de fonctionnement</b>						
<b>Total - Charges</b>	<b>87 092 100</b>	<b>98 853 986</b>	<b>10 445 843</b>	<b>14 320 949</b>	<b>210 712 878</b>	<b>165 735 769</b>
<b>Revenus</b>						
Intérêt	7 131	62 799	0	0	69 930	44 910
Autres	714	277	428	6 090	7 509	2 305
Amortissement d'escompte	0	1 462	0	0	1 462	71 156
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(7 156)	(64 261)	0	(40)	(71 457)	(116 131)
<b>Total - Revenus</b>	<b>689</b>	<b>277</b>	<b>428</b>	<b>6 050</b>	<b>7 444</b>	<b>2 240</b>
<b>Coût net des activités poursuivies</b>	<b>87 091 411 \$</b>	<b>98 853 709 \$</b>	<b>10 445 415 \$</b>	<b>14 314 899 \$</b>	<b>210 705 434 \$</b>	<b>165 733 529 \$</b>